

Annexe 1  
**Conditions complémentaires selon le type de projet**

**Equipements d'accueil de la petite enfance, de l'enfance et de la jeunesse**

**Restaurant scolaire**

Tout projet (construction ou rénovation) doit s'appuyer sur une étude acoustique et sur la mise en œuvre des recommandations techniques formulées.

**Etablissement d'accueil des enfants de moins de 6 ans (crèche, halte-garderie, multi-accueil, etc.)**

- En cas de projet géré par une structure privée :
  - Le projet a obtenu l'agrément des services de la Protection Maternelle et Infantile (PMI) du Département.
  - Les éventuelles recettes nettes générées devront être communiquées et seront prises en compte dans le plan de financement (selon la méthode indiquée en fin de document).

**Maison d'assistant-e-s maternel-le-s**

- Le besoin réel ait été identifié et issu d'un diagnostic démontrant le besoin et la complémentarité avec les offres de gardes existantes sur le territoire communautaire. L'absence de concurrence avec des modes d'accueil publics déjà existants à proximité sera vérifiée.
- Le soutien ne porte que sur la création du lieu par une maîtrise d'ouvrage publique
- Le projet participe à des missions de service public
- La réussite et la qualité de ce mode d'accueil s'appuie sur **le collectif d'assistant-e-s maternel-le-s engagé-es dans le projet**. Il est donc demandé :
  - o L'engagement écrit des assistant-e-s maternel-le-s à exercer dans le local ;
  - o La signature d'une charte de qualité avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et la Protection Maternelle et Infantile (PMI) du Département, ou à défaut, si cela ne correspond pas à une pratique de la PMI et de la CAF dans le département concerné :
    - La constitution des assistant-e-s maternel-le-s en association,
    - L'élaboration d'un projet d'accueil commun et d'une charte de fonctionnement pour organiser l'accueil des enfants et les relations avec les parents,
    - Un règlement interne entre les assistant-e-s maternel-le-s, pour faciliter leur organisation.

Ces éléments doivent permettre aux assistant-e-s maternel-le-s de démarrer leur projet sur les meilleures bases possibles.
- Qu'un loyer soit demandé au collectif d'assistant-e-s maternel-le-s
- Les éventuelles recettes nettes générées (issus des loyers) devront être communiquées et seront prises en compte dans le plan de financement (selon la méthode indiquée en fin de document).

Pour plus d'informations :

- le modèle de charte de qualité qui détaille le contenu attendu du projet d'accueil commun, de la charte de fonctionnement et le règlement interne :  
<https://www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/Documents/DCom/Quisommesns/Textes%20de%20r%C3%A9f%C3%A9rence/Circulaires/C%202016-007/Charte%20de%20qualit%C3%A9%20juridique%20pour%20les%20MAM.pdf>
- un guide qui traite également de ces différents points : <https://www.egalite-femmes-hommes.gouv.fr/wp-content/uploads/2016/03/Guide-ministeriel-MAM.pdf>

## Equipements à vocation associative, sociale, économique, culturelle et sportive

### ***Bibliothèque ou Médiathèque***

Le projet est inscrit dans le réseau des bibliothèques ou médiathèques de l'intercommunalité, s'il existe.

### ***Equipement culturel***

Le projet est accompagné d'un projet culturel et artistique et doté d'un budget de fonctionnement compatible avec l'ambition du projet et les capacités de financement du maître d'ouvrage et qui fait apparaître les moyens humains mobilisés pour sa mise en œuvre (par ex. régisseur, chargé de programmation culturelle, etc.).

### ***Tiers-lieu, FabLab ou espace de co-working, e-learning (tiers-lieu apprenant)***

- Le lieu soit accompagné d'un projet d'animation et se base sur un diagnostic des besoins, participatif, ouvert sur son territoire d'implantation et multi-partenarial (habitants, acteurs institutionnels, associations, entreprises...). La dimension collective et l'ouverture sur le territoire devra être conservée dans le projet d'animation.
- Les modalités de gestion et d'animation du lieu sont décrits précisément (publics, services proposés, gouvernance, fonctionnement, moyens humains, etc.)
- Le projet présente un budget prévisionnel à 3 ans qui définit son modèle économique et justifie de sa viabilité.
- Les éventuelles recettes nettes générées (issues des loyers) devront être communiquées et seront prises en compte dans le plan de financement (selon la méthode indiquée en fin de document).

### ***Unique commerce de proximité dans sa catégorie***

- Il est démontré l'absence d'entrave à la concurrence, par l'inexistence d'autres commerces de même catégorie à proximité.
- Le ou la gérant-e est identifié-e et, s'il ou elle est en situation de création ou reprise d'activité, est accompagné-e dans le cadre du PASS Création, financé par la Région Bretagne, ou bénéficie d'un accompagnement équivalent (étude de marché, prévisionnel financier, etc.).  
Pour plus d'infos : [www.bretagne.bzh/pass-creation](http://www.bretagne.bzh/pass-creation)

### ***Equipements sportifs :***

Le projet d'équipement est conçu et dimensionné de manière cohérente avec les besoins locaux en termes de pratique sportive, scolaire et /ou récréative et en complémentarité des équipements existant à proximité.

## Equipements de santé de premier recours

### ***Création et/ou extension de Maison de santé pluriprofessionnelle***

L'aide régionale pourra être attribuée sous réserve que :

- La maison de santé se situe dans **un territoire présentant une offre de soins insuffisante ou des difficultés dans l'accès aux soins** (zone d'intervention prioritaire, zone d'accompagnement régional et zone d'accompagnement complémentaire du zonage médecin en vigueur arrêté par l'ARS)
- **Un projet de santé** a été élaboré par les professionnel-le-s de santé et **approuvé par l'Agence Régionale de Santé (ARS)**.
- L'équipement accueille **différentes professions de santé dont au moins un médecin généraliste** et que le programme immobilier permette, à terme, d'accueillir aux moins deux médecins généralistes ;

- Le **projet immobilier est cohérent avec le projet de santé** validé par l'ARS et fait l'objet **d'un accord explicite des professionnels de santé**;
- Les **professionnel-le-s de santé s'engagent à accueillir des stagiaires** ;
- Les **professionnels de santé** (médecins et professionnels paramédicaux) occupant le bâtiment sont **conventionnés avec l'Assurance Maladie** (« Secteur 1 » pour les médecins) ;
- Le **porteur est une personne morale publique**
- Les éventuelles recettes nettes générées (issus des loyers) devront être communiquées et seront prises en compte dans le plan de financement (selon la méthode indiquée en fin de document).

Les **projets d'extension de maison de santé** font quant à eux l'objet d'un examen au cas par cas et doivent répondre à des conditions complémentaires :

- **L'engagement des professionnel-le-s** : Les professionnel-le-s s'engageant à intégrer les nouveaux locaux sont identifiés et adhèrent au projet de santé de la MSP, validé par l'ARS initialement. Un avis consultatif de l'ARS sera demandé sur cette extension et sa dynamique. L'accord des professionnel-le-s de santé qui exercent déjà dans la MSP est également requis.
- **Les conditions techniques et financières de construction de la MSP** : Le soutien à un projet d'extension peut être justifié lorsqu'il permet l'arrivée de nouveaux professionnels répondant aux besoins du territoire, l'apport d'un nouveau service contribuant à améliorer l'offre de soins de proximité ou une reconfiguration des locaux facilitant l'exercice coordonné. Le projet immobilier doit être cohérent avec les nouveaux besoins identifiés : les besoins devront être précisés et les caractéristiques du projet immobilier détaillés en conséquence.
- **L'équilibre économique du projet** : Un bilan financier du fonctionnement actuel et un budget prévisionnel du fonctionnement à 3 ans de la MSP sont attendus (charges, prêts, loyers). Une attention particulière est portée au niveau des loyers qui doit correspondre au marché local.
- **L'impact territorial de l'extension** : Le soutien à un projet d'extension est conditionné à une amélioration de l'accès à l'offre de soins sur le territoire. Une analyse de l'impact territorial est réalisée, notamment au regard des implantations des médecins généralistes et pharmacies d'officine. Un projet d'extension de MSP qui aurait pour conséquence de fragiliser l'offre de soins sur un autre bassin de vie sera écarté.

### **Centre de santé**

L'aide régionale pourra être attribuée sous réserve que le projet :

- Se situe dans un territoire présentant une offre de soins insuffisante ou des difficultés dans l'accès aux soins (zone d'intervention prioritaire, zone d'accompagnement régional et zone d'accompagnement complémentaire du zonage médecin en vigueur arrêté par l'ARS)
- Est développé en coopération avec les professionnel-le-s de santé libéraux installé-e-s sur le territoire ;
- Atteste de la tentative de déploiement préalable sur le territoire des mesures incitatives existantes pour l'installation de médecins généralistes (projets d'exercice coordonné, maisons de santé, développement de la maîtrise de stage...) et de leur non-aboutissement ;
- Permet l'activité d'au moins 2 médecins pour assurer la continuité des soins ;
- Couvre un bassin de population permettant de garantir une patientèle suffisamment importante au centre de santé ;
- Présente un budget prévisionnel à 3 ans qui définisse son modèle économique et justifie de sa viabilité.

## Mobilités durables

**Acquisition de véhicule pour un service à la population.** L'aide régionale pourra être attribuée sous réserve que :

- Les véhicules ne soient pas destinés au fonctionnement interne de la structure mais bien à la mise en place du projet au bénéfice uniquement des usager-e-s des quartiers.
- Les véhicules soient des véhicules à faibles ou très faibles émissions (électrique, hydrogène, bioGNV, voire hybride) selon la réglementation en vigueur.

### **Aménagement d'infrastructures cyclables et/ou piétonnes**

L'aide régionale pourra être attribuée sous réserve que :

- Le projet aboutisse à la réalisation d'une liaison cyclable et/ou piétonne continue entre deux points d'intérêts importants et générateurs de flux pour les habitant-e-s, que ce soit à l'échelle communale, intercommunale ou inter-EPCI. Dans ce même objectif, les projets visant à supprimer les discontinuités cyclables (ponts ou giratoires dangereux, par ex.) pourraient être soutenus.

Seront prioritairement accompagnés les projets contribuant à la réalisation d'un réseau maillé et continu, défini :

- au moins à l'échelle communale, dans le cadre d'un plan de mobilité (ou équivalent),
  - lorsqu'il s'agit de liaisons intercommunales, dans le cadre d'un schéma cyclable communautaire
- Le porteur de projet justifie de l'association des usagers et/ou associations locales dans la réflexion du projet (cahier des charges, modalités spécifiques de concertation, balades et phases de test des infrastructures/équipements avec usagers, retours d'expérience de la mise en œuvre...).
  - Le projet favorise, le cas échéant, la connexion aux autres modes de transport collectif (gare, arrêt de bus/car, aire de covoiturage, etc.).
  - La Région soit associée aux réflexions afin de garantir, le cas échéant, la cohérence et la complémentarité avec le réseau de transport régional Breizh GO.

Le porteur est également invité à prendre en compte les préconisations du Cerema : Rendre sa voirie cyclable.

Les clés de la réussite. Bron : Cerema, 2021. Collection : Les cahiers du Cerema.

<https://www.cerema.fr/fr/centre-ressources/boutique/rendre-sa-voirie-cyclable>

## Habitat

### **Création et/ou réhabilitation de logements sociaux**

L'aide régionale pourra être attribuée sous réserve que :

- le projet concerne des logements sociaux agréés comme tels,
- les loyers soient de niveau équivalent à ceux fixés pour les Prêts Locatifs à Usage Social (PLUS) ou Prêts Locatifs Aidés d'Intégration (PLAI).
- Le projet s'intègre dans la stratégie locale de l'habitat (PLH ou équivalent)